

LES ACTEURS DES PAYS ÉMERGENTS FACE À LA CRISE

LOUIS HABIB-DELONCLE

Président du directoire, Garant Insurance

Président de la Commission Russie/CEI¹ des CCEF²

Face à une crise du système financier occidental, les acteurs émergents se sentent tenus à un minimum de solidarité pour éviter un chaos financier planétaire. Ils ont cependant le sentiment d'un divorce – initié par la méfiance de l'Ouest à leur égard (surtout depuis septembre 2001) et confirmé par l'ampleur des événements – entre leur approche de la finance et celle des pays développés. Pour eux, plus qu'une crise bancaire, il s'agit véritablement d'une profonde crise de confiance qui interfère non seulement dans les institutions financières mais également dans l'ensemble de l'architecture de la finance, avec l'effondrement des certitudes proclamées avec arrogance par les modèles et les prévisions – que la réalité se plaît à démentir –, l'incapacité des auditeurs ou notateurs à appréhender cette réalité et l'inadéquation des mesures réglementaires et prudentielles à prévenir les crises.

Pour les pays émergents, face à ces jeux dangereux de la sphère virtuelle, la priorité demeure plus que jamais la poursuite de la construction de leur économie avec une industrialisation durable et, surtout, le souci d'améliorer le niveau de vie de leur population.

Ils se sentent plus concernés par la rareté croissante des ressources naturelles et la protection de leurs intérêts économiques que par la spéculation effrénée.

Divorce entre une société postindustrielle – où la cupidité à court terme illustre peut-être une perte de foi en l'avenir – et des sociétés en cours d'industrialisation qui, au sortir du sous-développement, commencent à envisager l'avenir avec confiance. Rétablir la confiance, si on le souhaite, sera long et difficile et passera obligatoirement par une redéfinition du rôle et des méthodes de la finance.

Vu de Hong Kong, Dubaï ou Moscou, ce qui se passe sur les marchés financiers occidentaux depuis maintenant plus de six mois provoque tout à la fois une inquiétude et un certain scepticisme.

La crise : quelle crise ?

Parfaitement informés des évolutions intervenues au cours de la dernière décennie en matière de gouvernance et de contrôle des industries de la finance, les pays émergents ont vu ou entendu tour à tour les responsables occidentaux vanter la théorie du « risque zéro » et prôner la soumission des êtres humains – par essence faillibles, aussi compétents soient-ils – aux vertus des modèles économiques (financiers ou autres) réputés, eux, infaillibles.

Ironie de l'Histoire, c'est l'Union soviétique qui avait développé un modèle selon lequel le plan avait toujours raison, y compris contre la réalité... avec les résultats que l'on a vus.

Pour parachever leur œuvre, ces mêmes dirigeants ont poussé à une concentration sans limite des acteurs économiques, et surtout financiers, comme si, face au cumul des risques, la diversification des opérateurs et la dilution des portefeuilles n'étaient pas la meilleure protection. Coïncidence ou signe des temps, un ex-dirigeant du groupe vient de reconnaître que la fusion Citycorp/Travelers avait été contre-productive et néfaste. Faut-il vraiment poursuivre dans la voie du gigantisme et de la cartellisation des industries ?

Ils ont aussi intronisé l'actionnaire roi et dictateur, pouvant sans contrainte ni limitation exiger des retours sur investissement sans cesse plus élevés et bientôt déconnectés de la réalité de la croissance économique effective.

Tous sur un siège éjectable, les dirigeants, les chefs d'entreprises, dont le rôle a pourtant toujours été d'arbitrer entre les intérêts des actionnaires, ceux des collaborateurs, et surtout des clients – sans lesquels il n'y a pas d'entreprise –, se sont vus ramenés à un rang de commis des actionnaires, soumis à toutes les lubies des marchés.

N'est-il pas singulier que, dans un marché dit concurrentiel, une grande banque européenne ait pu encore annoncer en novembre 2007 un objectif de marge brute pour 2008 de 40 % ?

Faut-il des déclarations aussi fausement lénifiantes pour satisfaire l'appétit « court-termiste » des actionnaires ? ou bien doit-on admettre que la sphère virtuelle de la finance est à ce point détachée de l'économie réelle qu'elle permette des résultats aussi mirobolants ?

Pourtant, dans les pays émergents aussi, on a entendu les cris d'alarme poussés depuis la crise de 2002 par les plus lucides des dirigeants, à l'instar de Claude Bébear dans son livre *Ils vont tuer le capitalisme*, aujourd'hui d'une étrange actualité.

Il suffit de comparer la croissance des résultats du secteur bancaire au cours des cinq dernières années avec celle des secteurs de la production industrielle pour constater une envolée des premiers, sans proportion avec l'évolution de la conjoncture pourtant favorable. Pareille anomalie ne pouvait perdurer et tout le monde se demandait quand interviendrait le retour de bâton. Nous y sommes !

Voilà donc huit mois que le monde entier, pays émergents inclus, assiste ébahi à une crise qui s'est longtemps refusée à dire son nom. On entend parler de l'effondrement des « *subprimes* » depuis le mois d'août 2007 et il a fallu attendre décembre pour que, enfin, soient annoncés les premiers chiffres – parfois encore bien optimistes – de son impact dans les bilans des institutions financières.

Au début, en août/septembre, les banquiers interrogés disaient qu'ils ne savaient pas combien risquait de leur coûter cette crise et qu'il fallait attendre fin octobre/début novembre pour y voir plus clair. Ensuite, a été entreprise la litanie des grands acteurs répétant invariablement : « la crise va faire très mal à certains mais pas à nous ».

Enfin, début 2008, on a commencé à apprendre le niveau des dégâts et les difficultés majeures de certains établissements.

Au sein de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), les gouvernements doivent-ils enjoindre encore les banques de publier à bref délai la réalité intégrale de leur situation financière à fin 2007 ? Comme si cela n'allait pas de soi ! Comment ne pas imaginer un certain discrédit dans l'opinion des observateurs, surtout émergents ?

Le pire, peut-être, est que personne ne croit sincèrement en une volonté de dissimulation des banques, même pour éviter la panique des marchés. La vérité est que, pendant six mois, elles ne savaient réellement pas combien elles risquaient de perdre et qu'elles n'ont peut-être pas encore acquis aujourd'hui de certitudes suffisantes. C'est bien la peine de fonctionner selon des « modèles infaillibles » pour parvenir à un tel constat ! Le patron de la très sérieuse FSA (Financial Services Authority) britannique vient d'ailleurs d'admettre que, dans une déclaration rendue publique fin mars, aucun modèle comme aucune activité d'essence humaine n'est infaillible. On le savait de longue date, mais on n'osait même plus l'affirmer de peur de se faire épingleur comme obscurantiste hostile à la science par tous les adeptes de la standardisation modélisée des activités financières, si possible à l'abri de toute intervention – toujours dangereuse – de l'homme ! (cf. Peter L. Bernstein, 1998 : *Plus fort que les dieux*).

Le plus étonnant est peut-être encore ailleurs !

La règle du jeu en de pareilles circonstances voudrait que le traditionnel « sauve qui peut, chacun pour soi » vienne amplifier la crise en créant des psychoses de panique. Certes, les marchés boursiers viennent de perdre environ 20 % au cours des trois derniers mois mais on ne peut pas parler d'un véritable effet domino, notamment dans les pays émergents où plusieurs fonds souverains – connus pour leur gestion rigoureuse – se sont au contraire proposés pour renflouer certaines banques occidentales en difficulté.

Crise financière ou crise de confiance ?

D'où vient donc ce comportement somme toute raisonnable pour l'heure des investisseurs émergents ? Les intérêts et comportements sont trop hétérogènes pour se hasarder à fournir une seule réponse. On peut cependant proposer plusieurs explications à

partir de témoignages recueillis auprès d'opérateurs d'horizons géographiques très diversifiés, et les attitudes de façade ne doivent pas masquer une réalité moins rassurante.

La première raison de cette relative sagesse résulte sans doute du fait que personne ne veut pratiquer la politique du pire et voir le système financier mondial s'effondrer. Les dirigeants occidentaux ont d'ailleurs été les premiers à prêcher l'exemple : Ben Bernanke en réactivant sans restriction la planche à billets verts et la Banque centrale européenne (BCE) en suivant le mouvement par des injections massives de liquidité auprès des banques en difficulté. La Banque d'Angleterre a fait même encore plus fort en n'hésitant pas à renationaliser une banque en quasi-faillite.

Dès lors que, dans l'urgence, personne ne s'interrogeait sur les conséquences à plus long terme de ces troublantes initiatives, c'est probablement qu'il y avait vraiment « le feu au lac ».

Qu'alors on vienne de Singapour ou d'Abu Dhabi contribuer à recapitaliser quelques grandes banques en péril représente en quelque sorte une espèce de service minimal consenti par les pays émergents pour contribuer à la pérennité du système.

Encore, les fonds souverains concernés ont-ils dû se forcer un peu lorsqu'ils ont constaté, d'une part, qu'on leur ouvrait le capital desdites banques à des prix largement surévalués et que, d'autre part, des voix à l'Ouest commençaient à s'inquiéter des dangers que ces fonds pourraient représenter pour les entreprises européennes ou américaines. Jusqu'où ira l'arrogance de ces responsables financiers ou politiques qui considèrent légitime de voir les capitaux occidentaux s'approprier librement, au nom de la mondialisation, les sociétés ou les actifs du monde émergent mais qui refusent la moindre réciprocité ?

Peut-être devrait-on se rendre compte sur les marchés financiers que beaucoup d'entreprises industrielles préféreraient aujourd'hui être financées par des fonds souverains, avec une vision à long terme, plutôt que par des « *venture capitalistes* » qui cherchent le profit maximal, à court terme, sans souci de leur pérennité.

On aurait cependant tort de croire que les acteurs émergents se sentent tenus par un devoir de solidarité

té avec la communauté financière internationale. Nombre d'entre eux n'oublent pas qu'ils sont de longue date « suspects » aux yeux de beaucoup d'acteurs occidentaux. Il est vrai que, depuis le début de la présente décennie, un vent de suspicion généralisée s'est levé à travers le monde, constamment alimenté par des régulateurs « ayatollesques » qui prétendent rendre le monde vertueux par la contrainte réglementaire et qui, à force de voir partout la fraude et l'argent sale, en sont arrivés à bafouer les principes les plus sacrés de la liberté et des droits de l'homme dont ils se prétendent pourtant les gardiens exigeants.

En obligeant toute banque à faire une déclaration de suspicion dès lors qu'elle aurait « un doute » – même pas le début du commencement d'une présomption –, les responsables politico-administratifs ont tout simplement paralysé le système bancaire en jetant une méfiance injustifiée sur tout ce que les banquiers ne connaissent pas ; et ce n'est pas leur faire injure que de constater les limites bien naturelles de leur savoir. Le doute provient plus souvent de l'ignorance que d'une véritable présomption de fraude mais, aujourd'hui, du fait de ces mesures, la présomption de suspicion s'est substituée à la présomption d'innocence. Encore cette présomption ne joue-t-elle pas de façon identique selon les clients et, en règle générale, les opérateurs émergents, parce qu'ils sont plus lointains et moins connus, sont plus facilement suspectés que les autres ! Cette suspicion étant infondée et illégitime plus de neuf fois sur dix, pourquoi ces acteurs émergents devraient-ils payer en plus du prix de cette incertitude celui d'une humiliation injustifiée ?

Si l'on ajoute, à cette évolution générale, cet autre fait aggravant que constituent les mesures prises après le 11 Septembre, surtout aux États-Unis – mais aussi en Europe – pour lutter contre le terrorisme, beaucoup d'investisseurs ou de commerçants, essentiellement dans le monde arabo-musulman, ont préféré rapatrier leurs avoirs, liquides ou autres, hors des pays occidentaux pour ne pas s'exposer inutilement à un risque de gel arbitraire de leurs biens. Dès lors que les marchés financiers occidentaux ne leur inspirent plus confiance, les pays émergents organisent ailleurs leur gestion financière.

Le terrorisme a cherché à désorganiser l'Occident en créant l'insécurité partout. Les mesures imposées par les régulateurs dans le domaine financier, particulièrement inadaptées, ont créé une suspicion généralisée, souvent infondée entre tous les acteurs financiers et l'ensemble des populations, dorénavant présumées suspectes. Ce faisant, ils ont paralysé le système et occasionné des surcoûts – au nom d'une prétendue sécurité – qui, en fait, ont amplifié la désorganisation générale. Ils ont en outre créé un véritable divorce entre eux et beaucoup de pays émergents que ne sauraient dissimuler les grand-messes diplomatiques, chaleureuses dans la forme mais souvent vides sur le fond.

De fait, ce divorce est profond parce que non seulement il touche la sphère financière mais il la dépasse largement.

La crise des institutions financières d'aujourd'hui est avant tout une crise de confiance dans l'ensemble du système financier. D'abord, bien sûr, les banques ne se font plus confiance entre elles au point de refuser de se financer mutuellement, créant ainsi une véritable paralysie de la finance.

Si ce phénomène est déjà fort entre banques occidentales, quelle ne doit pas être la suspicion des banques émergentes ! Mais, au-delà de cet aspect, c'est en second lieu tout le système de prévision des établissements financiers qui est affecté. Ainsi donc, tous les analystes financiers, avec toutes les matrices et tous les instruments de mesure dont ils disposent, n'ont été capables ni de prévenir la survenance de la crise ni d'en évaluer la portée.

Les agences de notation, qui développent modèle sur modèle, n'ont rien vu venir alors même que, aujourd'hui, leurs notations sont devenues le seul critère de décision pour les banques en matière de sécurité. Les marchés financiers également perdent de leur crédibilité : lorsqu'on voit, par exemple, que le jour même où une très grande banque affiche des pertes records, son cours augmente de plus de 10 % à la seule annonce de la démission du président, comme si cette seule initiative garantissait le retour immédiat à meilleure fortune de l'institution concernée.

Si l'on n'a pas su mesurer le risque des « *subprimes* », quels sont les autres risques dans les bilans des banques que personne n'a identifiés ou ne sait mesurer ?

Au-delà des établissements financiers, le doute s'est également propagé vers les autorités publiques, accusées d'organiser un contrôle plus bureaucratique qu'efficace.

Le volume de papier que doit produire chaque institution auprès de sa tutelle augmente de façon spectaculaire d'année en année, et cette paperasserie ne permet donc pas non plus de définir des cotes d'alerte et d'endiguer les crises ! Dans le même temps, on constate qu'il est difficile d'augmenter l'exigence de « *reporting* » sans paralyser davantage le système.

En sus des autorités de tutelle, le doute s'étend aussi aux autorités politiques et financières. Quel signal veulent-elles donc envoyer aux acteurs économiques lorsqu'elles refinancent sans restriction, voire nationalisent, les banques qui ont failli. S'agit-il vraiment d'un sauvetage ? ou ce parachute confortable ne risque-t-il pas d'être interprété comme un gage d'impunité aux imprudents et donc une incitation supplémentaire à poursuivre leurs excès ?

Comment également interpréter l'usage intensif de la planche à billets, sans souci apparent des fluctuations de change ? Tous ceux qui ont thésaurisé du billet vert – et ils sont (trop) nombreux dans les pays émergents – peuvent-ils encore raisonnablement espérer voir sa valeur marchande à tout le moins se maintenir ?

Si toutes ces mesures, prises dans l'urgence, l'avaient été par un seul des pays émergents, n'aurait-on pas immédiatement entendu les hauts cris de la finance internationale, l'un dénonçant la violation des règles de l'économie de marché pendant que l'autre aurait hurlé au protectionnisme d'État.

Le vieil adage : « Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà » serait-il donc encore d'actualité à l'heure de la mondialisation triomphante ? Doit-on dans ces circonstances s'étonner que les pays émergents soient aujourd'hui résolus à prendre leurs distances par rapport aux exemples occidentaux qu'on leur a pourtant demandé depuis vingt ans d'adopter ?

Signe des temps, un des leaders russes dans le domaine des matières premières a annoncé récemment sa décision de faire coter son groupe ni à Wall Street ni à la City – trop de contraintes, trop de contrôle, trop de risque – mais à la bourse de Hong Kong. N'y a-t-il pas là matière à méditer ?

Sans confiance, plus de crédit ! Il y a donc urgence à tenter d'établir un nouveau système de confiance dans la finance internationale. Pour y parvenir, personne ne pourra se dispenser d'analyser la façon dont le monde émergent perçoit actuellement l'économie et la finance mondiales.

Pays émergents : l'industrialisation avant la finance

On y trouve la seconde raison, la plus importante, du relatif sang-froid des pays émergents au cours de la crise.

Les spéculations de la sphère financière virtuelle dans l'Occident postindustriel donnent bien souvent l'impression de jeux d'enfants gâtés dans les pays émergents qui sont en pleine industrialisation. Comment ne pas comprendre que, pour eux, la finance reste avant tout au service de l'économie réelle ?

On n'évoquera ici que pour mémoire les situations tragiques de famine qui se répandent dans les pays les plus fragiles du fait de l'augmentation trop lourde des matières premières agricoles. Les « émeutes de la faim » ne devraient pourtant pas laisser les marchés financiers indifférents, non pas seulement pour d'évidentes raisons de dignité humaine, mais aussi parce qu'elles sont potentiellement porteuses de troubles politiques d'une ampleur difficile à évaluer.

Même dans les pays plus avancés, les caprices du monde financier sont secondaires au regard de la préoccupation du développement économique réel.

Il n'y a pas de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir !

Tous les bien-pensants qui s'imaginent que la croissance des pays émergents – et en premier lieu la Chine – serait affectée par une éventuelle récession américaine raisonnent encore avec les analyses d'il y a quarante ans. Aujourd'hui, sur un milliard trois cents millions de Chinois, trois cents millions ont déjà atteint le standard de vie des classes moyennes à l'Ouest. Qu'il s'agisse des infrastructures, de l'industrialisation ou de la consommation, ces pays ont des réservoirs de consommateurs qui n'existent ni en Europe ni aux États-Unis. On s'illusionne également à bon compte en croyant que la main d'œuvre locale est exploitée avec des salaires insignifiants. Une analyse plus objective de la réalité permet de constater que le pouvoir d'achat des employés et cadres de la plupart de ces pays croît plus rapidement que dans les pays développés, avec un effet de rattrapage perceptible dans plusieurs secteurs industriels, notamment celui des technologies de l'information. Il y a donc une poussée spontanée de la consommation domestique et régionale, susceptible d'atténuer fortement – si ce n'est d'annihiler – l'impact d'une récession aux États-Unis.

Il faut également revoir le postulat selon lequel ces pays produisent essentiellement pour les pays développés. La part des échanges Sud-Sud dans le commerce mondial a plus que triplé au cours des dix dernières années. Surtout, contrairement aux jérémiades entretenues par les médias européens, l'évolution de la mondialisation entraîne moins de délocalisations que de multilocalisations. Les entreprises occidentales contribuent à la croissance des échanges entre pays émergents puisqu'elles installent leurs implantations, non seulement en fonction du coût de la main d'œuvre locale, mais aussi afin de satisfaire la demande locale ou régionale.

Ces réalités conduisent à un constat économique simple.

Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, l'Occident – et notamment les États-Unis – ne sont plus la seule locomotive de l'économie mondiale, même s'ils en restent un vecteur important. Avec 3 500 milliards de dollars d'actifs, les seuls fonds souverains sont déjà en mesure d'assurer le financement de leurs besoins de

développement. Les fortunes privées de ces pays considèrent dorénavant que leurs actifs sont plus en sûreté dans leur propre région qu'à l'Ouest. Pourquoi devraient-ils se sentir obligés de participer au jeu délétère de la finance occidentale, alors qu'il y a tant à gagner chez eux ou entre eux !

Il y a urgence pour tous les experts des pays développés, spécialement en Europe, à changer leur analyse de l'économie et de la finance mondiale. Au lieu de s'enrhumer quand Wall Street éternue, les marchés européens seraient bien inspirés d'aller diversifier leurs investissements dans des pays à forte croissance. Encore faudrait-il faire preuve d'un peu plus d'indépendance d'esprit et de sens critique vis-à-vis du cartel des agences de notation dont les *a priori* idéologiques sont dépassés. Par exemple, comment croire encore aujourd'hui que les bons du Trésor américains représentent le risque financier zéro à partir duquel est construite la matrice de notation des pays ? Les Européens, qui auraient acheté de tels bons il y a cinq ans, ne seraient probablement pas du même avis !

Pour les pays émergents, les questions principales visent d'abord l'approvisionnement en matières premières et en matériaux nécessaires à leurs besoins de production. Ainsi donc, on ne peut pas sérieusement envisager une baisse des prix de l'énergie du fait d'une éventuelle récession américaine. Il y a plusieurs années déjà que la demande de pétrole ou de gaz n'est plus corrélée aux besoins de la consommation à court terme. La possible raréfaction des énergies fossiles conduit tous les pays, surtout les plus grands, à stocker autant de réserves que possible, notamment la Chine, dont les réserves actuelles en pétrole seraient au plus bas. De plus, l'absence ou le retard d'investissement dans de nouvelles exploitations ou de nouvelles routes de transport va créer des tensions supplémentaires sur l'offre et, partant, sur les prix. Enfin, la spéculation continuera à jouer son rôle amplificateur, notamment lors de tensions politiques comme récemment au Venezuela ou en Iran. La demande restant forte pour des besoins de stockage, l'offre contenue pour les raisons ci-dessus, les prix des matières premières énergétiques n'ont aucune raison de s'effondrer.

Le décalage entre l'offre (limitée) et la demande (surabondante) devrait aussi se manifester dans le domaine des métaux et des matériaux de construction. La presse signale régulièrement les difficultés rencontrées ici ou là : manque de béton en Algérie, de ciment dans le Golfe, d'acier ou d'aluminium en Asie du Sud, etc.

Les acteurs émergents sont également soucieux de protéger durablement leurs intérêts économiques majeurs. S'il est un domaine où les excès et désordres des marchés financiers ont retenu l'attention des gouvernants des pays émergents, c'est bien celui des acquisitions. On avait peut-être naïvement cru par ici que, avec la mondialisation et les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) comme fer de lance, les marchés financiers occidentaux pourraient s'approprier à bon compte les fleurons de l'industrie ou de la finance de l'Amérique du Sud à l'Asie, en passant par le monde arabe et la CEI.

Ayant assez tôt vu la menace, les pays émergents ont pris rapidement des mesures visant à protéger les secteurs-clés de leur économie. Il faudrait une certaine outrecuidance pour le leur reprocher quand on voit l'exemple donné par les pays occidentaux. Ce « patriotisme économique », ainsi appelé, est sans doute l'une des tendances lourdes de ce début du XXI^e siècle. Plus les marchés financiers seront agressifs dans ce secteur, plus se manifesteront ces réactions de protectionnisme. La sagesse voudrait donc que l'on substitue autant que possible la négociation amiable à la pratique des raids hostiles. Le capitalisme pourrait-il refuser cette évolution ?

Repenser l'avenir

Au terme de cette rapide analyse, deux options peuvent être envisagées.

Dans la première option, on pousse la logique financière à son paroxysme : de fait, dans la décennie 1995-2005, l'industrie financière a véritablement explosé, les transactions sur produits dérivés sont passées de une à six fois le produit mondial et le rapport entre les transactions financières

et la valeur ajoutée a été multiplié par cinquante (cf. P. Dembiski). Aucune activité industrielle réelle n'a connu pareille croissance. Certains pourront donc défendre que la finance peut fonctionner par elle-même, engendrer des revenus et des profits considérables (voir le delta entre les profits des banques et celui des entreprises industrielles sur la période 2001-2006). Dès lors, les mêmes soutiendront qu'il faut prendre l'industrie financière comme elle est, avec ses dérèglements cycliques. Les opposants diront au contraire que la machine a déraillé, qu'on a glissé de l'intérêt à la cupidité avec la dégradation de la confiance qui l'accompagne, et qu'on ne peut durablement soutenir des niveaux de rentabilité à deux gros chiffres sans sacrifier dangereusement l'avenir. Ils constateront enfin que le vieux postulat selon lequel les marchés s'autocorrigent n'est plus acceptable du fait des dégâts collatéraux causés par leur instabilité. Ils défendront enfin que la remise en cause actuelle appelle, à tout le moins, la définition d'une nouvelle règle du jeu susceptible de ramener la confiance, non seulement dans les acteurs, mais d'abord dans le mode de fonctionnement lui-même de l'activité financière.

La seconde option consiste à réaffirmer la primauté de l'économie réelle, la sphère financière étant l'auxiliaire indispensable. Dès lors, on établit un nouvel équilibre entre court et long terme, on recherche l'optimisation de la rentabilité dans le temps plutôt que sa maximisation à brève échéance et on inverse les hiérarchies de priorité pour remettre l'homme au centre des préoccupations.

Est-ce parce que les pays émergents représentent de loin les plus gros nombres en termes de démographie ? Il semble bien que, dans leur vaste majorité, ils aient aujourd'hui pour première préoccupation d'assurer l'augmentation du niveau de vie de leurs populations, malgré bien sûr les disparités criantes d'une zone à l'autre, en assurant un développement soutenu et durable de leurs économies.

Est-ce sous la pression des fonds de pension que l'Occident vieillissant se laisse aller aux excès de l'argent facile ? Au fait, que disent les retraités américains de la crise des « *subprimes* » ?

La question se situe probablement à un autre niveau, plus politique. Jamais, depuis soixante ans, le monde n'a autant été à la recherche d'une paix durable. Jamais, cependant, il n'a été à ce point confronté à un tel décalage entre les volontés affichées et les réalités constatées. À l'ère de la communication, jamais le double langage n'a été aussi développé.

La dichotomie essentielle ne tient-elle pas au fait que l'Occident ne se voit plus d'avenir – d'où la

recherche effrénée du profit maximal à court terme – alors que les pays émergents, au sortir du sous-développement, voient s'ouvrir à eux les perspectives d'un avenir meilleur pour leurs peuples.

Notes

1. *Communauté des États indépendants*
2. *Conseillers du Commerce extérieur de la France*